

**120 collègues rassemblés ce mardi 18/06 à la Direction : Quel mauvais sketch ! Ils cassent tout , mais ils ne peuvent rien dire !**

## **Face au mépris, réagissons collectivement !**

Dans cette semaine toute particulière où les ministres ont « donné le feu vert » pour annoncer les détails de la géographie revisitée et où notre Direction a présenté ses cartes, montré un diaporama aux chefs de services et prétend que s'ouvre la période du « dialogue, de la concertation », nos organisations syndicales ont choisi, plutôt que de siéger au Comité technique local convoqué ce mardi 18/06 d'appeler à un rassemblement des personnels pour :



- Exprimer collectivement que le combat engagé depuis le début de l'année en Haute-Garonne doit se poursuivre devant l'ampleur de la casse annoncée : suppressions massives des Trésoreries, Industrialisations de toutes les missions et réorganisations lourdes des services avec grand mécano de transferts de charges... Le tout quand le Gouvernement cible clairement la DGFIP comme « réservoir à suppressions d'emplois » !

• Exiger collectivement la totale transparence devant tous les éléments de ces projets néfastes tant sur les divers services et résidences que sur les enjeux d'effectifs et d'emplois tout comme sur les situations des personnels.

Face aux 120 collègues rassemblés, face aux interventions de plusieurs services et sites, la seule réponse qui a été donnée est clairement méprisante : « nous ne sommes pas autorisés à vous en dire plus » ... « nous ne sommes pas autorisés à vous transmettre des documents », le tout entrecoupé de paroles autoritaires, voire déplacées de la part du directeur du pôle transverse.

Cette situation est inacceptable et clairement une (énième !) provocation. Après le tribunal pour les 40 collègues, la violence des annonces de la semaine dernière est venu le moment du « ne vous inquiétez pas, toutes les situations individuelles seront examinées ».

**Nos organisations unies appellent dès lors :**

- les agents à se réunir collectivement sur tous les services et résidences et décider des initiatives nécessaires tant envers la Direction pour exiger une totale transparence que vers la population et les élu-e-s pour dénoncer les abandons du service public.
- La Direction a transmettre de toute urgence l'ensemble de ces projets, et de leurs conséquences, aux services, aux chefs de services, aux agents et aux organisations syndicales.
- Au retrait du plan Darmanin qui n'est ni amendable, ni négociable !

